Parlons intérêt

par *Morvan LEBESQUE*

M. JACQUES CHASTENET est un économiste mieux que distingué puisqu'il représente l'Economie à l'Académie française. Quant à sa littérature, elle s'exprime dans La Vie Française *et, naturellement, en chiffres. C'est ainsi que dans un récent numéro de ce journal, M. Chastenet a qualifié l'amitié franco-espagnole ... pardon ! franco-franquiste — non par des mots, mais par le nombre 16 suivi de sept zéros, le tout en dollars, qu'il souhaite voir au plus vite porté sur un chèque et envoyé au fusilleur de Grimau en notre nom à tous.*

160 millions de dollars : Franco daigne à ce prix agréer notre sympathie. Seulement, voilà : nous est-il à ce point sympathique ? M. Chastenet éprouve à cet égard un doute cruel. Il reconnaît que "l'exécution sommaire" *de Grimau a quelque peu* "compliqué", "temporairement du moins", *les choses. Il le déplore et, dans un long article, nous invite à le déplorer avec lui. De quoi s'agit-il, en effet ? De séparer deux notions bien distinctes, la politique et l'économie. Sur ce, M. Chastenet nous brosse un tableau de ce qu'on pourrait appeler le conte de fées espagnol. Il nous montre ce pays* "asphyxié", *mal dirigé (financièrement, bien sûr !), plongé dans un* "marasme général", *bref, au bord de la faillite — en 1959. Soudain, le miracle : les U.S.A. prennent les affaires ibériques en main. A coups de dollars — 1.200 millions à ce jour, dont 55 % de dons purs et simples ! — l'Amérique, bonne marraine, remplit la caisse franquiste. Elle fait mieux : elle éclaire le Caudillo de ses conseils avisés et rétablit son économie moribonde (tout de même que — mais M. Chastenet ne le dit pas — Himmler avait, en 1942, réorganisé sa police). Conseilleurs et payeurs à la fois, quoi de mieux ? Du coup, l'Espagne régénérée — financièrement, toujours ! — devient un pays intéressant pour le capitalisme mondial et la France se doit de l'aider à son tour : c'est d'ailleurs à quoi s'emploie actuellement M. Giscard d'Estaing. Quant aux considérations politiques,* "il est permis d'espérer qu'elles ne viendront pas entraver les pourparlers" *car elles ne sauraient* "entrer en ligne de compte dans une négociation financière où seuls doivent être mis en balance les intérêts réciproques",

Cet article de M. Chastenet, je le dois à un lecteur qui m'en a accompagné l'envoi d'une lettre indignée. J'avoue que je l'ai lu d'un œil plus calme ; je concède même que l'auteur y fait preuve d'une certaine franchise. Autrefois, quand les financiers nous invitaient à donner notre argent, ils évoquaient de hautes raisons, de nobles causes : ils parlaient Croisade, armée du Droit, de la Civilisation, etc. M. Chastenet, lui, ne nous cache point, en somme, que Franco est un assassin : simplement, c'est un assassin économiquement valable. Eh bien ! soit. Nous sommes sur le plan de l'intérêt, *restons-y.*

Je ne vois pas en effet pourquoi l'intérêt *serait le ressort des seuls financiers. Chaque Français, chaque être humain a ses intérêts, petits et grands, qu'il défend de son mieux. J'ai les miens, qui ne sont pas forcément ceux de mon voisin. Mais il en est un,* un intérêt supérieur, *que je partage, je crois, avec des millions d'hommes. C'est de vivre le plus libre et le plus heureux possible. Et cet intérêt-là, je me demande sérieusement s'il coïncide avec la souscription franco-Franco que l'on sollicite de nos poches.*

trop âgé pour l'avoir remarquée : une révolution vient de s'accomplir dans l'univers. Laquelle ? Le monde s'est rapetissé. Il tend à l'unité — à l'unité, jespère : non à l'uniformité. En tout cas, il est devenu un seul corps, il s'est rassemblé dans une seule et même Demeure. En 1963, tous les hommes sont solidaires devant la peur atomique, la faim, le sous-développement physique et mental (cela, les économistes eux-mêmes l'affirment), et comment ? Comme on l'est contre la peste, c'est-à-dire non seulement de sa maison ou de sa rue, mais de la cité tout entière. Solidaires aussi contre tous les esclavagistes et toutes les régressions, quelles que soient les étiquettes qui les colorent. Nous ne sommes plus au temps où le virus s'accrochait à une nation et épargnait ses voisins. Aujourd'hui, à moins d'être tôt ou tard frappé de gangrène, chacun doit lutter pour la justice et la liberté, non plus seulement dans son pays mais dans tous les autres ; pour qu'il n'y ait plus nulle part censures, camps de concentration, despotismes doctrinaires, assassinats légalisés. Combat total, pour un bien total, contre un mal qui ne peut plus être circonscrit. Verrons-nous la victoire ? En tout cas, il faut préparer son avènement et refuser tout ce qui le retarde. En 1963, par exemple, la dictature de Franco, séquelle menaçante du fascisme, est une peste dont nous souffrons tous et que nous n'avons pas à entretenir, mais à extirper.

Mais allons donc ! Je prête à M. Chastenet plus de franchise qu'il n'en a. Sa distinction entre l'économie et la politique, il la réfute lui-même en reconnaissant que les U.S.A. ont sauvé Franco pour des "raisons stratégiques", c'est-à-dire politiques. Au surplus, l'autre semaine, à la télévision, M. Giscard d'Estaing a cassé le morceau. Parlant du mécanisme des crédits entre nations, il nous a avoué qu'ils dépendaient des "choix politiques" du gouvernement. Par conséquent, donner de l'argent à Franco, c'est faire un choix politique, *oui. C'est aider sciemment la politique de Franco, c'est se reconnaître solidaire de lui. Et c'est l'admettre dans son camp qui, aussitôt, cesse d'être le camp de la liberté, car la liberté ne se partage pas et on ne la défend pas en s'alliant à son pire ennemi.*

L'argent qu'on va donner à Franco ? Je ne doute pas que ces 160 millions de dollars servent les intérêts de quelques financiers et industriels ; mais nos intérêts à nous, non, non, jamais. C'est de l'argent donné au mal pour qu'il prospère, à la peste pour qu'elle s'étende. C'est une prime aux juges-bourreaux, aux tribunaux de parodie, au crime. C'est un investissement contre le progrès et la raison. Mais puisque je m'adresse à un économiste, je n'emploierai pas de grands mots. Et je dirai simplement : C'est une mauvaise affaire, et je ne marche pas. Tout bien pesé, mon intérêt n'est pas d'accord.

P.S. — C'est le 15 mai que sortira en librairie le livre de Morvan Lebesque sur Albert Camus (Ed. du Seuil, collection "Ecrivains de toujours").